

Afin d'accélérer la mise en place de votre financement, nous vous proposons de faire établir une attestation par l'architecte en charge de l'opération de construction. En remplissant cette attestation, l'architecte précise l'organisation future du chantier et en détermine le cadre juridique.

Je soussigné(e) M/Mme....., architecte, inscrit(e) au Tableau de l'Ordre sous le numéro national....., dont le siège social est domicilié

..... certifie que la présente opération ayant pour objet la construction d'une maison individuelle est réalisée pour le compte de M/Mme....., qui m'ont confié une mission complète ou une mission comprenant au minimum la conception du projet architectural, l'assistance pour le dépôt de la demande de permis de construire et l'assistance pour la passation des marchés de travaux.

Cette opération est située :

Je certifie que la construction sera réalisée par des entreprises de travaux choisies par le(s) maître(s) d'ouvrage.

- J'atteste que mon entreprise d'architecture n'a aucun lien d'intérêt personnel ou professionnel avec les entreprises de travaux qui seront consultées.
- Je déclare que mon entreprise d'architecture a un lien personnel ou professionnel avec des entreprises de travaux qui pourraient être consultées dont la liste est précisée ci-dessous.

Identifiez les entreprises de travaux ayant un lien avec l'entreprise d'architecture et précisez la nature de ce lien (*Nom, prénom, dénomination sociale de l'entreprise de travaux et coordonnées*) :

.....
.....
.....

Je certifie que le maître d'ouvrage confiera la réalisation des travaux constitutifs du « hors d'eau – hors d'air » à une pluralité d'entreprises juridiquement distinctes et apparemment indépendantes. A défaut, je m'engage à l'informer de l'obligation de conclure avec cette entreprise de travaux un contrat de construction de maison individuelle sans fourniture de plan (CCMI), conformément aux dispositions de la loi n°90-1129 du 19 décembre 1990. Je suis informé que le non-respect de cette obligation d'information peut entraîner la requalification du contrat conclu avec l'entreprise de travaux en CCMI et que ma responsabilité pourrait être engagée.

Fait à..... le.....

Pour valoir ce que de droit.

Signature et cachet de l'architecte et signature des maîtres de l'ouvrage accompagnée de la mention « lu et approuvé ».